

Recensement d'actions menées en région des Pays de la Loire visant à prévenir et éradiquer les abandons et dépôts illégaux de déchets.

Ce recensement des actions des collectivités à compétences déchets n'est pas exhaustif mais est représentatif des actions menées par les EPCI pour essayer d'endiguer le phénomène de dépôts sauvages de déchets. Il est intéressant de noter que pendant la période de confinement lié à la Covid 19 (hiver-printemps 2020), il n'a pas été constaté une réelle augmentation de ces dépôts qui sont restés relativement stables.

Questionnement

Sur ce sujet délicat à traiter, les collectivités ligériennes se posent un certain nombre de questions, d'autant que la loi anti-gaspillage et économie circulaire (AGEC) du 10 février 2020 a inscrit de nouvelles règles dans le Code de l'environnement concernant la police des déchets. Les questions qui reviennent le plus souvent sont :

- Qui a le pouvoir de police ?
- Qui a la charge du dépôt sauvage sur un terrain privé, un terrain municipal, un terrain communautaire ?
- Quelle réponse pénale selon les services de police ou le parquet ?

Sans forcément y répondre complètement, voici un résumé des règles actuellement en vigueur.

Qu'est-ce qu'un dépôt sauvage ?

Au-delà du dépôt contraire au règlement de collecte (par exemple dépôt à un emplacement non-prévu à cet effet), deux notions doivent être distinguées.

1 - Le dépôt sauvage : concerne des déchets abandonnés, déposés ou gérés contrairement aux règles juridiques environnementales. En pratique, cet acte d'incivisme de la part du détenteur du déchet (particulier ou entreprise) prend la forme d'un abandon d'un ou de plusieurs objets ou produits à un endroit non prévu à cet effet mais de manière ponctuelle.

2 - La décharge illégale / la décharge brute : se distingue par la régularité et la masse des apports de déchets sur ce lieu, sans aucune autorisation ICPE (Installation Classée pour la Protection de l'Environnement).

La différence de qualification est importante puisque le pouvoir de police n'est pas exercé au même niveau : si le dépôt sauvage relève de la compétence des communes et EPCI, la décharge illégale relève de la compétence de l'État.

Le tableau suivant recense différents critères permettant d'orienter vers la qualification juridique appropriée, dans une logique de faisceau d'indices.

Dépôt sauvage	Décharge illégale
Absence de gestionnaire du site (même si l'auteur du dépôt est identifiable)	Gestionnaire identifiable
Pas d'engin de chantier	Présence éventuelle d'engin de chantier
Pas d'échange commercial	Souvent des échanges commerciaux
Dépôts de faible ampleur inférieur aux seuils suivants : Pour les déchets inertes : $\leq 5\,000\text{ m}^3$ Pour les déchets non dangereux non inertes : $\leq 100\text{m}^3$ Pour les déchets dangereux : $\leq 5\text{m}^3$	Dépôts supérieurs aux seuils suivants : Pour les déchets inertes : $\geq 5\,000\text{ m}^3$ Pour les déchets non dangereux non inertes : $\geq 100\text{m}^3$ Pour les déchets dangereux : $\geq 5\text{m}^3$
Aucune autorisation au titre du code de l'urbanisme	Exhaussement avec ou sans autorisation au titre du code de l'urbanisme
	Anciennes carrières dont la réhabilitation n'était pas prévue par l'arrêté d'autorisation et qui ne remplit pas les critères de valorisation
Pas de registre	Éventuellement tenue d'un registre

Qui peut constater ?

Au premier chef, peuvent constater les dépôts sauvages les inspecteurs de l'environnement que sont les agents publics de l'Etat en charge des questions environnementales et les agents de l'Office français de la biodiversité et des parcs nationaux (article L. 172-1 du code de l'environnement).

S'y ajoutent les agents exerçant certaines missions de contrôle tels que, pour ce qui concerne les collectivités territoriales, les gardes champêtres ou les agents en charge de la surveillance de la voie publique, c'est-à-dire des agents assermentés habilités à constater les infractions relatives aux déchets prévues par le code pénal (articles L. 541-44 et L. 541-44-1 du code de l'environnement).

A noter que la loi AGECE a introduit la possibilité, dans certaines conditions, d'utiliser la vidéosurveillance.

Qui peut sanctionner ?

Par défaut, le pouvoir de police spéciale, permettant de réglementer l'activité de collecte, est transféré au président de l'EPCI compétent en matière de collecte de déchets, voire en cascade au président d'un syndicat, sauf opposition d'un maire dans les 6 mois suivants l'élection de la présidence de l'EPCI. Toutefois, le maire possède toujours des pouvoirs de police générale même si la police spéciale sur les déchets est transférée à l'EPCI.

Un pouvoir élargi de sanction a été conféré au maire par la loi AGECE (art. L. 541-3 du code de l'environnement). Mais dans ce cas, ce sont les maires qui proposent le transfert au président de l'EPCI, ce dernier devant l'accepter et ce transfert devant être entériné par le préfet. Ce pouvoir de sanction se concrétise notamment par la possibilité de sanctionner rapidement le contrevenant par une amende administrative, quand celui-ci est bien sûr connu.

Ce qui se fait aujourd'hui en Pays de la Loire

Les structures exerçant la compétence « collecte des déchets » ont été interrogées pour connaître leur stratégie par rapport à cette problématique des dépôts sauvages. En premier lieu, il y a le constat partagé de deux types de dépôts sauvages les concernant :

- Les dépôts au pieds des points d'apport volontaire (PAV) en vue de tri sélectif. Ce sont des infractions au règlement établi par l'EPCI ou le syndicat de collecte.
- Les dépôts sauvages dans la nature qui concernent des volumes plus conséquents et qui font office d'aimant : un dépôt sauvage en attirant un autre.

Face à cette situation qui n'est pas neutre pour les finances publiques, les collectivités sont un peu démunies mais initient tout de même un certain nombre d'actions pour limiter ces dépôts.

- Déchèteries ouvertes aux professionnels évitant le dépôt de déchets inertes dans la nature, voire de déchets dangereux tels que les plaques de fibrociments.
- Contrôles, lors de patrouilles dans les communes, par les agents municipaux, la police municipale ou intercommunale pour vérifier l'absence de dépôt.
- En cas de dépôts sauvages constatés, les déchets sont retirés le plus rapidement possible par les agents municipaux pour éviter d'attirer d'autres dépôts. Parfois par une brigade spécialisée (3 personnes et 3 véhicules à Cap Atlantique et 139 tonnes collectées en 2020).
- Panneaux d'information apposés sur les points d'apport volontaire où des dépôts sont régulièrement constatés rappelant le règlement de collecte et indiquant les risques encourus (amende) ainsi que le coût de ramassage pour la collectivité.
- Mise en place d'un protocole d'information quand un prestataire de collecte constate un tel dépôt.
- Enquêtes effectuées par les services avec recherche d'indices permettant d'identifier les contrevenants.
- Quand il y a possibilité d'avoir le nom et l'adresse du déposant, un courrier est réalisé par la commune et/ou l'intercommunalité en rappelant les peines encourues. Certains maires ou présidents rencontrent les fautifs.
- Parfois le constat de dépôts sauvages est effectué par la gendarmerie, entraînant un rappel à la loi, si le contrevenant est connu. Les fautifs enlèvent alors la totalité du dépôt.

Par ailleurs, certaines communes réfléchissent à mettre en place une vidéosurveillance. Il reste néanmoins certains points problématiques, comme les bords des routes nationales par exemple.

Certaines structures envisagent l'embauche d'un agent dédié avec du matériel adéquat : camion avec grue et grappin pour la collecte.

Cette problématique des dépôts sauvages représente un véritable enjeu, notamment par son coût pour la collectivité. Pour autant, les nouvelles réglementations, les regroupements récents de communes ou d'EPCI et la méconnaissance des facteurs sociologiques qui entraînent de tels agissements, rendent difficiles une politique publique permettant d'éviter ces dérives.

C'est un des axes que la Région va, à terme, tenter d'étudier en lien avec les EPCI, l'observatoire régional des déchets et des universitaires (sociologues, rudologues...) ainsi qu'avec les professionnels notamment lors de la mise en place de la filière Responsabilité élargie des producteurs (REP) concernant les déchets du BTP.

Exemple de communication

